

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Liberté, Liberté chérie
Combats avec tes défenseurs
(ROUGET DE L'ISLE)

Un peuple n'est vaincu que
lorsqu'il accepte de l'être.
(FOCH)

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier -- SAINT-PIERRE



FRANCE -- ANGLETERRE

UNIES DANS LE MALHEUR, UNIES DANS LA GLOIRE

18 Juin 1940. — Churchill accueille de
Gaulle à Londres.

11 Novembre 1944. — de Gaulle accueille
Churchill à Paris.

Plus de quatre années se sont écoulées pendant lesquelles deux grands chefs ont lutté courageusement pour abattre l'ennemi commun. Pendant cette longue période ils ont été animés par une foi et un amour communs envers leur propre Patrie.

Churchill a su conduire l'Angleterre dans sa lutte, dure, obstinée, victorieuse.

de Gaulle a su maintenir la France dans le combat, dans la route qui mène à la Victoire.

Mais de Gaulle n'a pu atteindre son but que grâce à Churchill. Dans son malheur, la France (de Gaulle) a trouvé l'Angleterre (Churchill) qui l'a aidée.

Et dans Paris meurtri, mais libre, la France fêtant à nouveau sans contrainte l'anniversaire d'un glorieux armistice a dit toute sa reconnaissance au grand chef d'État anglais et à cet autre grand ami, Monsieur Anthony Eden.

Les jours sombres sont passés; la route qui mène à la Victoire est aux mains des forces alliées. L'Angleterre et la France y avancent unies comme elles l'ont été dans le malheur, comme elle le seront demain pour le maintien de la paix.

A l'occasion de la visite à Paris de MM. Churchill et Eden et des hautes personnalités les accompagnant, un déjeuner leur fut offert par le général de Gaulle. A l'issue de ce déjeuner, le Chef du Gouvernement prononça le discours suivant:

Monsieur le premier Ministre britannique,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Messieurs,

« Voici donc à Paris, une fois de plus, MM. W. Churchill et Anthony Eden. Si le Gouvernement français, si Paris, si la France entière en sont profondément heureux, je puis attester qu'ils n'en sont pas étonnés. A vrai dire, depuis la dernière visite que leur fit le premier ministre britannique, la France, Paris et le Gouvernement eurent à traverser quelques moments assez difficiles. Mais ils n'avaient jamais douté que les jours cruels passeraient et que viendrait un 11 Novembre où on pourrait voir ce qu'on voit aujourd'hui. Il est vrai qu'on ne le verrait pas si notre vieille et grande alliée, l'Angleterre, ainsi que tous les Dominions britanniques n'avaient su déployer précisément sous l'impulsion et l'inspiration de ceux que nous saluons ici aujourd'hui, l'extraordinaire volonté de vaincre et le magnifique courage qui sauvèrent la liberté du monde. De cela, il n'y a pas un Français, pas une Française qui n'en soit pénétrés jusque dans les fibres les plus profondes de leur esprit et de leur cœur. Monsieur Hitler disait autrefois « qu'il bâtissait son système pour mille ans ». Je ne sais pas ce que dans mille ans, il restera de son système, mais je suis sûr que dans mille ans, la France qui a quelque expérience des combats, labeurs et souffrances, n'aura pas oublié ce qui fut accompli dans cette guerre, à force de combats, de labeurs et de souffrances par le noble peuple que le très honorable Monsieur Churchill entraîne avec lui, vers les sommets d'une des plus grandes gloires du monde. Cependant, nous ne pouvons oublier davantage qu'elle fut pour la Grande-Bretagne, pour la France et pour les Nations alliées, la cause des épreuves qu'elles traversèrent dans cette guerre, dont on peut bien dire qu'elle commença il y a trente ans. Cette cause s'appelle:



l'ennemi. Or malgré les coups terribles qui lui sont portés sur tous les fronts, par les armées du camp de la liberté, cet ennemi est encore debout. Si pour l'abattre d'abord et ensuite pour faire en sorte que l'Europe et le monde soit désormais à l'abri de ses entreprises, une étroite cohésion de tous ceux qui le combattent est la conduite indispensable; notre réunion d'aujourd'hui prouve que pour ce qui les concerne, la France et la Grande Bretagne l'ont parfaitement bien compris et, c'est pourquoi, nous nous plaisons à voir dans la présence de nos hôtes, non point seulement l'occasion longtemps attendue de les saluer dans notre capitale mais encore la manifestation pratique d'une alliance que de cruelles vicissitudes font apparaître plus nécessaire que jamais. »

Répondant au Chef de la France, Monsieur Churchill déclara :

« Pendant plus de 35 années, j'ai défendu la cause, l'amitié et la camaraderie ainsi que l'alliance de la France et de la Grande Bretagne. Je n'ai jamais dévié de cette ligne politique au cours de ma vie. Les deux nations partagent depuis tant d'années les gloires de l'Europe occidentale qu'elles sont devenues indispensables l'une à l'autre. C'est le principe fondamental de

la politique britannique, que l'alliance avec la France soit inébranlable, constante et efficace. J'ai pu constater ce matin qu'il tenait au cœur du peuple français de marcher la main dans la main avec le peuple britannique. J'ai vu l'armée française défiler le long des Champs Élysées à la veille de la guerre. Que de sacrifices depuis lors, que de souffrances, que de bons amis perdus ! Tous ces souvenirs nous étreignent en cet heureux jour. C'est un privilège pour moi, d'être aux côtés du général de Gaulle. En dépit de toutes les situations critiques, nous avons combattu ensemble, pensé ensemble à la défaite de l'ennemi et nous avons en commun, conduit beaucoup d'entreprises à leur terme. Une nuit d'octobre 1940, au plus fort du bombardement de Londres, je n'ai pas craint de m'adresser en français aux Français pour leur prédire le jour où la France reprendrait à la tête des grandes nations son rôle de championne de la liberté et son indépendance. En remerciant le général de Gaulle pour les mots qu'il vient de prononcer, je demeurerais en deça de la vérité et de la gratitude si je ne lui rendais pas hommage pour le rôle capital qu'il joua dans cette transformation, qui nous conduisit au moment de l'histoire où nous n'avons plus qu'à être dignes de notre destin, pour devenir les inspirateurs d'une nouvelle ère de clarté et de grandeur. »

Il n'y a point d'intérêts, de passions, de querelles pouvant sans une culpabilité grave, contrarier l'ascension nouvelle de la France.

Voici les principaux passages du discours qu'a prononcé le général de Gaulle, à l'Assemblée Consultative le 9 Novembre :

« Si le gouvernement a le devoir d'appeler dès que possible les citoyens à s'exprimer par les suffrages, si déjà des élections municipales et départementales sont prévues pour un avenir prochain, s'il est déjà décidé qu'une consultation générale du pays aura lieu dès que les circonstances et la guerre le permettront, il parut nécessaire au Gouvernement de créer en attendant, une Assemblée délibérative, cette assemblée qui doit être susceptible de dégager une opinion qualifiée, de donner aux courants nouveaux que les événements firent naître dans l'esprit du public, le mouvement de la résistance nationale, l'occasion de se préciser par une délibération des grandes affaires, afin d'offrir au gouvernement lui-même cet élément d'inspiration, cet appui à l'égard du pays et de l'étranger que doivent lui conférer les débats et avis des hommes représentatifs des tendances variées de la nation en guerre. J'ai le devoir de témoigner sans aucunement forcer les mots, l'utilité incontestable du rôle que joua déjà l'Assemblée. Mais la voici constituée sous sa forme nouvelle. Aux côtés des hommes consacrés par les suffrages du peuple, accoutumés aux affaires publiques et qui surent dans la période tragique, prendre les risques et donner l'exemple, siè-

gent en grand nombre, dans votre assemblée, des représentants de cette élite du combat et de l'ardeur que la résistance à l'ennemi révéla glorieusement sur le sol de la Mère-Patrie, ou sur celui de son Empire. Certes, pour les uns comme pour les autres, l'effort auquel ils vont se consacrer diffère profondément de la lutte qu'ils viennent de mener. En outre, il est inévitable et d'ailleurs souhaitable que dans le travail d'élaboration politique qui est désormais le leur, se forment et se confrontent les tendances diverses qui reflètent celles de leur opinion. Mais, il n'y a pas à douter que, tous, sauront retrouver quand il s'agira de soutenir les intérêts vitaux de la France, la même admirable unanimité qu'ils apportèrent à les défendre contre l'oppression et les armes de l'envahisseur. Assurément, l'effort, et les sacrifices du combattant, la volonté profonde de la nation de retrouver par la lutte pour son indépendance, sa liberté et sa grandeur, le succès des glorieuses armées alliées et françaises viennent de nous tirer de l'abîme. Mais, nous sommes assez lucides et assez résolus pour mesurer combien sont difficiles les conditions de notre relèvement intérieur et extérieur. Or il nous faut tout à la fois, sans délai et sans réserves poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'elle soit totalement gagnée, refaire tout en combattant, notre puissance militaire, restaurer dans tous les domaines, la seule autorité légale : celle de l'Etat, assurer l'action de justice, jouer à nouveau no-

tre rôle dans le concert des grandes nations et ranimer dans la mesure du possible la vie économique du pays, puis, entreprendre ces réformes profondes que veut la nation entière afin que tous ses enfants soient réellement les associés et les bénéficiaires de sa propre activité....

« Parmi les épreuves et les leçons inouïes que la France traverse, l'une de celles qui s'imposent de la plus éclatante manière, c'est la conjugaison en quelque sorte organique, du désastre avec la tyrannie, comme du succès avec la République. Tout se passe comme si pour la nation française, il y avait un contrat naturel entre la grandeur et la liberté.....

Nous avons fixé comme but, j'ajoute comme terme à notre tâche; la victoire de la France sur ses ennemis et la restauration de la souveraineté nationale. En agissant de la sorte, nous croyons avoir été fidèles au service de la Patrie, mais nous pensons aussi lui avoir conservé nour le lui remettre intact, le trésor des droits de la nation souveraine. C'est ce respect et ce maintien de la légitimité républicaine qui nous justifèrent et nous justifierons pour exercer le pouvoir, pour conduire le pays dans la guerre, nous conférant la qualité de faire valoir ses intérêts dans le monde, nous revêtant de la capacité d'assurer au dedans comme au dehors, les attributions de l'Etat.....

Après les paroles de haute éloquence et de chaleureuse raison que vient de prononcer votre éminent président, le Gouvernement tient à dire tout de suite, à l'Assemblée dans quel espoir et avec quelle entière confiance il appelle la collaboration qu'elle va lui continuer pour le service de la nation.....

C'est en plein combat et par un immense effort qu'il nous faut renaître et nous renouveler. C'est dire, et la nation en est convaincue, qu'il n'y a point d'intérêts, de passions, de querelles pouvant sans une culpabilité grave, contrarier l'ascension nouvelle de la France. Mais, c'est dire aussi quelle peut être l'importance du rôle de l'Assemblée Consultative, dont les libres débats et avis auront dans la mesure où ils seront constructifs, tant de poids sur l'ensemble de la politique française.....

C'est dire enfin quelle est l'étendue du concours et de l'appui que le gouvernement vous demande pour l'aider à accomplir ses lourds devoirs, jusqu'à ce que, dans la victoire, ait réapparu, la souveraineté nationale».

LE PREMIER DES NOTRES

Nous sommes heureux de reproduire dans les colonnes de notre modeste journal un article dû à l'illustre écrivain François Mauriac, et paru dans un grand quotidien parisien le lendemain de la libération de la Capitale.

A l'heure la plus triste de notre destin, l'espérance française a tenu dans un homme; elle s'est exprimée par la voix de cet homme — de cet homme seul. Combien étaient-ils, les Français qui vinrent alors partager sa solitude, ceux qui avaient compris à leur manière ce que signifie: faire don de sa personne à la France?

Morts ou vivants, ces ouvriers obscurs de la première heure resteront incarnés pour nous dans le chef qui les avait appelés et qu'après avoir tout quitté ils ont suivi, alors que tant d'autres flairaient le vent, cherchant leur avantage, trahissaient.

C'est vers lui, c'est vers eux que la France débaillonnée jette son premier cri, c'est vers lui, c'est vers eux que, détachée du poteau, elle tend ses pauvres mains.

Elle se souvient: Vichy avait condamné cet homme à mort par contumace. L'e jeune chef français qui, le premier en Europe, avait connu, défini les conditions de la guerre nouvelle recevait l'anathème d'un vieux maréchal aveugle depuis vingt ans. La presse des valets français, au service du bourreau, le couvrait d'outrages et de moqueries. Mais nous, durant les soirs de ces hivers féroces, nous demeurions l'oreille collée au poste de radio, tandis que les pas de l'officier allemand ébranlaient le plafond au-dessus de nos têtes. Nous écoutions, les poings serrés, nous ne retenions pas nos larmes. Nous courions avertir ceux de la famille qui ne se trouvaient pas à l'écoute: « Le Général de Gaulle va parler... Il parle! » Au comble du triomphe nazi, tout ce qui s'accomplit aujourd'hui sous nos yeux était annoncé par cette voix prophétique.

A cause de lui, à cause de ceux qui ont eu part les premiers à sa solitude, nous n'avons pas perdu cœur. En ce temps-là, notre œil n'osait mesurer l'interminable calvaire qui nous restait à gravir et nous n'imaginions pas que ce Français saurait acquérir d'autres titres à notre gratitude infinie. Mais lorsque, d'année en année, nous l'avons vu défendre la souveraineté de la France humiliée et vaincue, comme nous l'avons aimé pour cette dignité patiente et jamais en défaut! Comme nous étions avec lui durant ces débats que nous devinions épuisants et comme à certaines heures nous avons pressenti, nous avons partagé sa souffrance!

Ah! qu'on nous comprenne surtout! dissipons dès le premier jour l'équivoque: en 1830 et en 1850, lorsque les classes dirigeantes françaises se ruèrent aux genoux de Louis-Philippe et du Prince-Président, elles cédaient à des sentiments excusables sans doute mais qui aujourd'hui nous paraissent abjects. Est-il besoin de l'affirmer? Aucun d'entre nous, aucun homme de la Résistance n'a jamais pensé au Général de Gaulle comme au soldat à poigne qui maintiendra par la force le peuple dans l'obéissance et qui défendra l'épée à la main les privilèges de quelques-uns.

Il demeure au contraire à nos yeux ce qu'il fut dès le premier jour: ce défenseur que la liberté trahie vit se lever tout à coup. En ce temps-là, sur la France matraquée, les Maurrassiens de Vichy, en tremblant de joie, essayaient enfin leur système. Alors, ce Français qui, par une prédestination mystérieuse, avait reçu en héritage le nom même de la vieille Gaule, essuya les crachats sur la face de la République outragée. Et nous, il faut bien l'avouer, qui, depuis notre adolescence, ne croyions guère plus en elle, nous l'avons reconnue enfin, cette République de nos pères, nous avons eu foi en sa résurrection.

Ce dépôt que la France, trahie et livrée à ses ennemis, avait confié à de Gaulle, voici qu'il nous le rapporte aujourd'hui — non pas à nous seuls, bourgeois français mais à tout ce peuple dont chaque parti, chaque classe

a fourni son contingent d'otages et de martyrs. Sa mission est de maintenir dans la France restaurée une profonde communion à l'image de celle qui, dans les fosses communes, creusées par les bourreaux, confond les corps du communiste et du prêtre assassinés.

Cette mission, le Général de Gaulle ne s'en est pas investi lui-même. Dès que les prisonniers et les déportés seront sortis de leur enfer, la France sera appelée à ratifier le suffrage des millions de morts et de vivants qui ont tout donné pour que ce jour entre les jours se lève enfin.

La Quatrième République est la fille des martyrs. Elle est née dans le sang, mais dans le sang des martyrs. Ce sang des communistes, des nationaux, des chrétiens, des juifs, nous a tous baptisés du même baptême dont le Général de Gaulle demeure au milieu de nous le Symbole vivant. Que de tendances héritées ou acquises il a dû vaincre pour devenir cet homme qui a exprimé l'âme tout entière, l'âme indivisible de la pauvre France divisée contre elle-même! Que d'habitudes d'esprit il a dû surmonter! A chacun de nous de remporter sur lui-même cette victoire.

Nous sommes sans illusion sur les hommes; nous savons bien que la plupart cherchent leur intérêt. Le but à atteindre pour nous, c'est que la IV^e République entre dans l'Histoire telle que l'ont rêvée ceux qui ne cherchaient pas leur intérêt puisqu'ils ont donné leur vie; c'est de sculpter avec amour cette République à la ressemblance du visage invisible qui reçut le dernier regard de Gabriel Péri, de l'abbé Tiat, de Decour, de Politzer, du R.P. Guilhaire, de Pironneau, d'Estienne d'Orves, de l'abbé Gilbert.

Ce soir, je songe aux vers du vieil Hugo, dont j'ai souvent bercé ma peine, durant ces quatre années:

O libre France enfin surgie!

O robe blanche après l'orgie!

Cette robe blanche, Dieu veuille qu'elle demeure pareille à la tunique sans couture du Christ, qu'elle demeure indéchirable, qu'aucune force au monde ne dresse plus jamais les uns contre les autres ces Français que, dans la Résistance, le Général de Gaulle a unis.

François MAURIAC,
de l'Académie française.

EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

Voici le texte de l'allocution que prononça M. Lapercq, ministre aux finances, à l'occasion du lancement de l'emprunt de la Libération.

« Le Gouvernement est décidé à participer largement à l'effort de guerre des alliés pour arriver avec eux, à la victoire finale. Le gouvernement veut commencer la reconstruction du pays. Il veut aussi réaliser le vaste programme de la rénovation sociale, avec plus d'ordre et plus de justice qu'au passé. Pour que cette triple tâche puisse être réalisée, il faut que chacun travaille, que le ravitaillement s'améliore, que le franc conserve

sa valeur et sa place. La libération du territoire de la France est à peu près achevée. La libération financière reste à faire; la libération du franc doit suivre celle de la France. Pour réaliser la libération financière, il faut retirer de la circulation les billets et les bons de trésor à court terme; ces billets et ces bons sont dangereux parce qu'ils ne furent pas émis pour payer les dépenses productrices mais pour couvrir le lourd tribut imposé par l'ennemi. Pour faire diminuer la masse des billets, comptes en banque et bons du Trésor, le gouvernement n'a pas voulu recourir à des mesures autoritaires quoique ce fut son droit. Mais le gouvernement n'a pas oublié que la Résistance et l'immense majorité des Français luttèrent 4 ans contre la tyrannie et pour sa liberté. Cette liberté conquise au prix de tant de sang et de souffrances, le gouvernement veut la porter dans tous les domaines et aussi longtemps qu'elle n'est pas contraire à l'intérêt de l'État. Le gouvernement vient donc demander aux possédants de participer librement à la libération financière. Le gouvernement met donc en souscription entièrement libre, un emprunt auquel sont invités à participer tous les détenteurs de billets thésauroisés, tous les titulaires de comptes en banque et de comptes en chèques postaux, tous les porteurs de bons du Trésor. Le Type adopté est net, clair et loyal. Il sera émis au pair, c'est-à-dire à 100 francs pour trois francs de rente, et le ministre aux finances conclut en disant: « Certains estimeront peut-être faire une meilleure affaire en conservant des billets inutiles et compteront sur les efforts des autres pour maintenir la valeur du franc. Je préviens ces embusqués de l'épargne, que leur raisonnement est naïf, et que l'avenir risque de leur montrer leur erreur surtout s'ils sont parmi les profiteurs de guerre dont les bénéfices illicites vont être confisqués sans ménagement et sans pitié. Le gouvernement provisoire est décidé à entreprendre cette tâche en y apportant les solutions nouvelles qui lui paraîtront meilleures mais en appliquant aussi les solutions anciennes et imprévues lorsqu'il y verra un avantage, en respectant la liberté individuelle et le droit de la propriété dans tous les domaines où le salut de l'État le permettra, en employant aussi les méthodes de la contrainte et de l'autorité si l'intérêt du pays l'exige »

Saint-Pierrais!

Fière mais blessée, meurtrie, la France sort de l'abîme où l'avaient précipitée l'ennemi et ses complices. Il lui faut non seulement panser ses blessures mais avec ses vaillants alliés, continuer Sa lutte pour l'écrasement des ennemis de la liberté.

Elle sait ce qu'elle doit à tous ses braves enfants qui, par leur générosité dans le sacrifice pour la rendre libre, ont fait l'admiration du monde.

Elle a compté sur eux, ils ne l'ont pas déçue.

Mais « il y a actuellement grande pitié en la DOULCE FRANCE ».

Elle sait qu'elle peut encore compter sur tous ses fils et qu'ils ne la décevront pas.

Saint-Pierrais vous êtes fiers de votre titre de Français et vous en avez le droit.

La France fait appel à vous.

La France, c'est-à-dire la terre de vos aïeux, la terre imprégnée du sang de tant des vôtres: les vaillants combattants de 1914-18, la terre pour la libération de laquelle St-Pierre compte, dans cette guerre, de nouveaux héros.

En répondant généreusement à l'appel de votre Gouvernement, vous aiderez à soulager bien des misères, à ramener le sourire sur de pauvres petits visages d'enfants creusés, ravagés par la crainte et la souffrance.

Vous aiderez enfin à maintenir la France, notre belle PATRIE, à sa vraie place, celle qu'elle a toujours eue, celle qu'elle doit toujours avoir: LA PREMIÈRE.

Souscrivez à l'Emprunt de la Libération.

LA LIBÉRATION DE LA GRÈCE

Jean Marie Gerbault, correspondant de guerre de l'Agence française de Presse télégraphie d'Athènes: -

Le métro fonctionne entre le Pirée et Athènes mais nous préférames monter dans un vieux camion qui parfois circula difficilement dans les rues étroites et encombrées, malgré l'heure matinale, par une foule enthousiaste. Le Pirée nous attendait hier soir et prépara ses feux d'artifices mais, l'achèvement du nettoyage des mines mouillées dans le port, retarda notre débarquement. Néanmoins, quel accueil! Partout, des groupes applaudissant et criant «English English!» Partout, des inscriptions en anglais parfois maladroites mais tellement émouvantes par leurs gaucheries elles-mêmes. Partout des arcs de triomphe décorées de palmes et de guirlandes; partout une multitude de drapeaux où sont toujours associés les quatre emblèmes: grec, anglais, américain et soviétique. Notre camion effectua d'abord le tour du port où, parmi les ruines amoncelées, la foule salue la flotte de débarquement - anglaise et grecque - mais je remarquai avec joie un petit cargo français. Accompagnés, entourés et comme portés par les applaudissements, nous arrivons à pied à l'acropole où flotte fièrement le drapeau de la libération. Dans le centre d'Athènes, la foule est en fête. La ville fut laissée intacte par les Allemands, qui, dans leur retraite rapide, ne détruisirent même pas l'usine électrique. La lumière fonctionne ainsi que l'eau. Mais les nazis s'emparèrent de tous les moyens de transport pour accélérer leur fuite devant la menace convergente des partisans, des parachutistes, et du corps de débarquement. Ils laissèrent comme triste souvenir des milliards de drachmes d'inflation ce qui augmente terriblement la misère et les difficultés. Mais ce grand et fier peuple supporte sa misère et combat, soutenu par le souvenir illustre d'un passé libre. Comment ne pas évoquer aujourd'hui, la grande ombre de lord Byron. Comment ne pas évoquer les luttes inexplicables pour l'Indépendance au cours du siècle dernier et qui firent battre le cœur de tous les Français».

A l'Assemblée Consultative

Nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos lecteurs les noms des sept membres choisis pour siéger à l'Assemblée Consultative, comme représentants du comité de l'ordre de la Libération présidé par l'Amiral Thierry-d'Argenlieu:

Monsieur de BOISSOUDY,

Madame Pierre BROSOLETTTE,

Monsieur Georges BOSS,

Le lieutenant-colonel Etienne de BOISLAMBERT,

Le médecin de première classe de la Marine,
Henri DEBIDOUR,

(bien connu de beaucoup de nos lecteurs puisqu'il fut jusqu'à ces derniers mois, médecin-chef du Service de Santé de notre territoire, sous le nom de Docteur Monrad),

Le lieutenant de vaisseau, René SAVARY, (qui est vraisemblablement un parent de M. Alain SAVARY, administrateur du Territoire de Noël 1941 au début de Janvier 1943 et qui lui, se trouve actuellement, sur le champ de bataille quelque part en France),

Le capitaine Maurice SCHUMANN, qui était le porte-parole de la «France Combattante» à la BBC de Londres, de juin 1940 à juin 1944.

Chronique locale

La France à sa vraie place. — A l'occasion de la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Française, les télégrammes suivants ont été échangés entre Monsieur l'Administrateur, Chef du Territoire, et Monsieur PLEVEN, Ministre des Colonies:

Saint-Pierre le 24 Octobre 1944.

COLONIES PARIS

P/15 — Territoire a appris avec Joie Reconnaissance Gouvernement Provisoire République Française stop suis assuré me faire interprète sentiments tous bons Français Saint-Pierre et Miquelon en renouvelant à Gouvernement et à son Président le Général de Gaulle l'expression respectueuse de notre loyalisme et de notre désir de coopérer de toutes nos forces au relèvement de la Grande Nation qu'est demeurée notre Patrie grâce à l'action opiniâtre de celui qui, entouré à l'origine d'un petit groupe d'hommes dont vous-même, Monsieur le Ministre, galvanisa les énergies et organisa la Résistance.

GARROUSTE

Paris le 7 Novembre 1944

ADMINISTRATEUR ST-PIERRE ET MIQUELON

N° 500 COLALG/AP réponse P/15. — Général de Gaulle a été particulièrement sensible aux sentiments patriotiques exprimés par la Population de Saint-Pierre et Miquelon à l'occasion de la Reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Française - Le relèvement de la Mère Patrie meurtrie par quatre années d'oppression exige l'Union de tous les Français dans la Confiance et dans la Concorde - Votre message est une nouvelle preuve de la Réalité de cette Union grâce à laquelle le Gouvernement pourra conduire le Pays vers ses Glorieuses Destinées.

PLEVEN

Les événements de la Quinzaine

Chronique politique :

Activité du Gouvernement :

Le Conseil des Ministres s'est réuni les 3 et 7 novembre sous la présidence du général de Gaulle. Au cours de sa séance du 3 novembre, le Gouvernement discuta le statut de l'Assemblée Consultative provisoire et les diverses mesures à prendre concernant le régime de l'Etat de siège dans la zone de l'armée; avant de se séparer les ministres prirent également certaines mesures relatives à l'organisation du ministère de l'Intérieur et du régime de la presse, puis ils entendirent un exposé de M. Lepercq sur la situation financière et un exposé de M. Bidault sur la situation internationale.

Le 7 novembre, le Conseil des ministres adopta, sur la proposition du ministre aux finances, un décret sur l'administration de la Banque de France puis une ordonnance portant renouvellement intégral du conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur. Une ordonnance relative à la réorganisation du comité économique et fixant les attributions du ministre de l'Economie nationale fut également adoptée.

Un accident d'automobile ayant coûté la vie à M. Lepercq, ministre aux finances, le général de Gaulle reconstitua partiellement son cabinet, Monsieur Plevin, ministre aux colonies prend le portefeuille des finances et est remplacé aux colonies par Paul Giaccobi actuellement ministre au ravitaillement. Paul Remandier, entre dans le cabinet comme ministre au ravitaillement.

Quelques jours avant son décès M. Lepercq prononça au micro de Radio-Paris une allocution à l'occasion du lancement de l'emprunt de la libération que le Gouvernement décida d'émettre sur sa proposition.

Les 9, 10, 11 et 12 novembre, le parti socialiste a tenu un Congrès extraordinaire à Paris où la direction formée clandestinement a rendu compte de son action aux militants, puis évoqua au cours de ces séances, les problèmes de la politique en général. Avant de termi-

ner ses travaux, il nomma M. Paul Boncour, président du groupe devant siéger à l'assemblée consultative..

Le comité parisien de la libération qui s'est également réuni plusieurs fois au cours de cette quinzaine a reçu M. Duff Cooper, ambassadeur de Grande Bretagne en France et M. Jefferson Caffery, ambassadeur américain.

Le gouvernement français et le gouvernement canadien ont également décidé d'élever au rang d'ambassade la légation du Canada à Paris et celle de la France à Ottawa.

Mesures financières :

Les Etats Unis ayant mis à la disposition du GPRF les avoirs qui y étaient bloqués, le trésor français prélève sur ces derniers la somme de 50 millions de dollars qui fut versée à la trésorerie américaine. Elle constitue un acompte sur les sommes dues par le GPRF aux Etats-Unis.

Activité de l'Assemblée Consultative :

L'Assemblée Consultative a ouvert sa 5^{me} session mais sa première sur le sol de France, le 7 novembre, sous la présidence du vice-doyen d'âge, M. Paul Cuttoli. Le général de Gaulle entouré de ses ministres étaient au banc du gouvernement. Après une allocution de M. Cuttoli, l'Assemblée procéda à la validation des mandats des membres nouvellement appelés à siéger. Au cours des séances suivantes, M. Félix Gouin fut réélu président puis l'Assemblée a élu son bureau définitif et a ouvert un débat sur le nombre de commissions permanentes à créer en son sein. Elle décida la création d'une commission de la jeunesse et des sports, une commission pour les prisonniers et les déportés qui sera chargée de la question des pensions puis une commission pour les affaires de l'Alsace et de la Lorraine. A la réunion du 9 novembre, le Général de Gaulle prit la parole pour dire à l'Assemblée «quelle est l'étendue du concours et de l'appui que le gouvernement lui demande, pour l'aider à accomplir ses lourds devoirs jusqu'à ce que dans la victoire ait réapparu la souveraineté nationale ».

Mesures d'épuration :

La cour de justice de Paris a prononcé plusieurs condamnations à mort dont celle de Georges Suarez directeur du journal «Aujourd'hui». Elle a aussi condamné aux travaux forcés à perpétuité, Claude Mobourguet, milicien et rédacteur du journal «Je suis partout» ainsi que le général Pinsard membre du comité central de la L. V. F. Le sergent Berthenon engagé dans la L. V. F. fut condamné à 20 ans de travaux forcés et à 20 ans d'interdiction de séjour et deux collaborateurs de l'«Equipe de Radio Paris» à 20 ans de travaux forcés.

Parmi les arrestations dernièrement opérées, on cite celle de Victor Chazelas chargé de la propagande allemande et vichyssoise en A.O.F., du comte de Paris arrêté à Perpignan, et du romancier José Germain, auteur d'articles antinationaux. D'autre part on annonce que Sacha Guitry dont l'état de santé s'est aggravé ainsi que Charles Fremicourt, premier président de la cour de Cassation ont été relâchés provisoirement.

Monsieur Churchill à Paris:

Répondant à l'invitation adressée au nom du Gouvernement provisoire de la République Française, par le général de Gaulle et M. Bidault, MM. Churchill et Anthony Eden accompagnés de Sir Alexander Cadogan, du général Brooke et du général Ismay sont arrivés à Paris dans l'après-midi du 10 novembre. Ils participèrent aux côtés du général de Gaulle et des membres du gouvernement à diverses cérémonies qui marquèrent l'anniversaire de la victoire de 1918. Dans la journée du 12, ils furent reçus à l'Hôtel de Ville par le préfet de la Seine, le préfet de Police ainsi que par le président et les membres du comité parisien de la libération. Le diplôme de «citoyen d'honneur de la Ville de Paris» fut remis à M. Churchill. Le séjour des ministres britanniques permit au général de Gaulle et aux ministres aux affaires étrangères d'avoir avec eux des entretiens sur les questions intéressant la poursuite de la guerre et la préparation de la paix. Les conversations furent consacrées en particulier aux problèmes immédiats qui se posent après la libération de Paris et la nécessité d'une participation française aussi large que possible à la lutte commune. Sur l'ensemble des questions politiques évoquées les ministres français et britanniques furent heureux de constater l'étroite communauté de vues qui répond à la solidarité émanant des milieux bien informés les points principaux examinés au cours des conversations franco-britanniques furent les questions de l'armement des forces françaises, la participation de la France à l'occupation de l'Allemagne et les conditions de l'armistice qui seront imposées au Reich après la victoire.

Avant de rentrer en Angleterre, M. Churchill visita le front des Vosges avec le général de Gaulle et s'entretint avec le général Eisenhower.

Voyage du général de Gaulle:

Le chef du Gouvernement s'est rendu les 4 et 5 Novembre dans la région des Alpes. Il visita successivement Ambérieux, Annecy et Grenoble où il remit au maire de la ville la Croix de la Libération. En retour la capitale du Dauphiné a offert au général de Gaulle l'épée que Napoléon I^{er} remit en garde à la ville.

Prenant la parole le Chef de la France rendit hommage au rôle héroïque que joua Grenoble dans la libération de la France et exprima les sentiments qui animent aujourd'hui la Mère Patrie.

Aux États-Unis: Le 7 Novembre, environ 50 millions d'Américains ont voté en faveur d'un 4^{me} mandat pour le président Roosevelt.

Chronique militaire:

Sur le front de Lorraine la 3^{me} armée du général Patton a lancé une puissante offensive entre Metz et Nancy. Après avoir progressé de plusieurs kilomètres nos alliés investissent la forteresse de Metz de 3 côtés à la fois; deux des principaux forts du système défensif allemand ont été occupés, l'un à Thionville et l'autre à Verny. Au

cours de leur progression les alliés ont libéré les villages de Cheminot, Migneville, les Barraques, Louvigny, Himpont, Hannencourt-Montigny et la ville de Château-Salins.

Le front franco-américain de Lunéville à Epinal est également en mouvement. Les objectifs immédiats seraient les importants nœuds ferroviaires de Laon, Letape et St-Dié qui commandent les grands cols des Vosges septentrionales et centrales.

Dans les Pays-Bas, le général Dempsey lança une puissante offensive qui se déploie favorablement. Les objectifs initiaux ont été atteints rapidement et les alliés s'apprentent à traverser le canal Wessem.

Au cours de cette quinzaine nos alliés ont également complété la libération de la Belgique, du Zuid-Beveland et de l'île de Walcheren, rendant ainsi le grand port d'Anvers disponible aux alliés.

En Allemagne, les Américains se heurtent toujours à une résistance acharnée dans la forêt d'Heurtgen et aux environs du village de Schmidt qui fut de nouveau repris par les allemands.

Front Méditerranéen:

En Italie: Les troupes de la 8^{me} armée ont occupé, après plusieurs jours de combats, l'importante ville de Forlì tandis que la 5^{me} armée, gênée dans ses opérations par le mauvais temps, se rapproche lentement de Bologne.

Après avoir complètement libéré la Grèce, les Britanniques ont occupé l'île de Melos. Les croiseurs français continuent à côté des bâtiments alliés leur activité en Méditerranée. Torpilleurs, avisos et destroyers assurent la protection des convois alliés.

La marine française reçut de l'Amérique, 60 navires de faible tonnage utilisés immédiatement. De son côté l'amirauté Britannique céda à la France quelques bâtiments de guerre. Parmi eux figurent les frégates: «Tonkinoise», «Croix de Lorraine»; les corvettes portent les noms de «Liri», «Bir-Hacheim», «Alençon» et «Saint-Tropez» où nos fusiliers marins se sont couverts de gloire.

Guerre sur mer: 29 bombardiers de la R.A.F. remportèrent une grande victoire en coulant le cuirassé allemand «Tirpitz» jaugeant 35.000 tonnes, réfugié à Tromsø en Norvège. D'autre part, des navires anglais ont envoyé par le fond 9 sur 11 bâtiments composant un convoi ennemi, passant au large de la Norvège.

Front de l'Est:

En Finlande: Les troupes finnoises repoussent lentement vers la frontière norvégienne les derniers éléments allemands occupant encore le Nord-Est du Pays.

Dans les Pays Baltes: Les troupes du général Bagration poursuivent l'anéantissement des 30 divisions nazies encerclées en Courlande.

En Hongrie: Les Russes continuent à avancer en direction de la capitale libérant journellement de nombreuses localités entre la Tisa et le Danube, dont les villes de Zolnok et de Jasapati.

En Yougoslavie: Les troupes du maréchal Tito ont libéré les ports de Zara et de Sibenik contrôlant 400 km. de la côte adriatique. En Macédoine les villes de Struga, Ostrich, Bitolj, Monastir, Djakovica et Skoplje ont été libérées par les patriotes.

Depuis 8 jours on annonce tant de Moscou que de Berlin que l'Armée Rouge s'apprête à lancer une nouvelle offensive d'hiver. De puissantes forces soviétiques, évaluées à un million d'hommes, entièrement équipées pour la campagne d'hiver sont massées de l'Arctique au Danube pour donner l'assaut final à la forteresse hitlérienne. Selon la radio nazie le premier coup serait porté en Prusse orientale où l'ennemi ne cesse de contre attaquer, essayant vainement de jeter les russes aux frontières.

Chronique coloniale:

Par décret du 20 Octobre 1944, M. Georges-Hubert Parisot fut nommé gouverneur de la Martinique. Ancien secrétaire général de l'A.O.F. M. Parisot joua un rôle important dans la résistance dauphinoise.

Par avion venant de Dakar, M^{me} Cournarie femme du gouverneur général apporta 950 colis destinés aux enfants de Normandie contenant des vêtements chauds, ayant une valeur globale d'un million. Marseille reçut 800 colis semblables. D'autre part, un chèque d'un million fut remis à M. Pleven au nom des producteurs forestiers de la Côte d'Ivoire pour les populations françaises sinistrées.

AVIS

Le Trésorier-Payeur p. i. informe la population et *particulièrement* les possédants de valeurs inactives (telles que billets de banque ayant cours dans le territoire et devises étrangères) que le Gouvernement de la République Française émet un emprunt, trois pour cent au pair, en vue d'assainir les finances françaises et contribuer au relèvement de la Patrie. Cette occasion est, en même temps, un devoir pour tous ceux qui ne peuvent contribuer autrement à parachever l'œuvre que tant de Français ont entreprise, au prix du sacrifice. La France se relèvera d'elle même, oui, mais la France qui est-elle? Tous les Français; tous doivent donc participer à lui rendre sa santé.

Les souscriptions sont reçues sous la forme au porteur ou nominative et par sommes minimum de 5000 francs et multiples, c'est-à-dire, cinq, dix, quinze mille etc....

A. PARET

Etat-Civil de Saint-Pierre

NAISSANCES:

- 4 Goiziou, Charles-Joseph-Raymond.
- 7 Roverch, Jeannine-France-Raymonde (Reconnaissance).
- 15 Tossier, René-Fernand-François (légitimation).

MARIAGES:

- 15 Tossier, Alphonse et Lizarraga, Carmen-Denise-Alice.

DÈCÈS:

- 9 Saraçola, Jeanne-Félicia-Marie.
- 14 Téletchéa, Michaël-Emmanuel.

Eugène THEAULT

QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE
POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE
SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs

Essences -:- Huile de lin -:- Mastic -:- Vernis

Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres

Il est temps de songer à votre provision de **Charbon**.

La Maison **PATUREL FRERES** a toujours su servir et accommoder sa clientèle de façon satisfaisante. Pourquoi changer de fournisseur? Vous n'y trouveriez aucun avantage.

Venez donc vous faire inscrire sans plus tarder, vous pourrez ainsi vous assurer votre approvisionnement pour l'hiver.

Vous avez le choix entre le charbon de la **Vieille Mine** et celui du **Bras d'or**.

A VENDRE

Une maison s'adresser à Louis Kello.